

**L'ÉCONOMIE DE GUERRE
NE PEUT QUE TUER LA MONDIALISATION**
(Septembre 2022)

Michel Rogalski

Économiste, CNRS, directeur de la revue *Recherches internationales*



Le président Emmanuel Macron n'a pas mâché ses mots et a d'emblée lancé à propos de la guerre russo-ukrainienne « *Nous sommes entrés en économie de guerre* ». Parole certainement pesée et généralement utilisée pour faire accepter des sacrifices en invoquant de grandes valeurs comme le prix de la liberté. C'est vrai que la période hivernale s'annonce périlleuse entre menaces sur le pouvoir d'achat, pénuries d'énergies et ralentissement de la croissance, et pas seulement chez nous en Europe mais largement au-delà.

Certes, on était habitués à l'usage réitéré et opportuniste de la formule – François Hollande nous avait également informés que nous étions en guerre contre la Syrie – mais cette fois-ci l'auteur de ces propos veut nous signifier quelque chose de bien plus profond. C'est la logique sur laquelle l'économie mondiale fonctionnait depuis bientôt cinquante ans qui vient de basculer sur autre chose dont il peine ou n'ose d'ailleurs à définir les contours.

Car c'est un modèle de l'économie mondialisée heureuse adossée à beaucoup de croyances avec lequel on est obligés ou invités à prendre aujourd'hui nos distances. Deux transformations technologiques majeures allaient en créer les conditions permissives : la révolution numérique indispensable à la finance mondiale et à la circulation de l'information, et l'abaissement massif des coûts de transport des marchandises. Depuis la fin des « trente glorieuses » nous étions entrés dans une mondialisation libérale partout vantée pour les avantages qu'elle procurerait à ceux qui accepteraient d'y participer. Les plus honnêtes reconnaissaient que dans cette nouvelle interdépendance généralisée certains seraient peut-être plus dépendants que d'autres et que les bénéfices ne seraient peut-être pas pour tous et qu'il conviendrait d'imaginer des mécanismes amortissants les chocs qu'elle ne manquerait pas de provoquer.

Fondamentalement ce modèle mondialiste permit au capital d'organiser la mise en concurrence des travailleurs, de se jouer des frontières, de s'exercer des acquis sociaux en allant faire ailleurs ce qui devenait interdit chez soi. La déflation salariale s'obtient par la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle du monde en rapprochant capital et bas salaires que ce soit à coups de délocalisations ou par l'accompagnement de flux migratoires. Ainsi fut mis fin à un compromis implicite qui régnait sur un territoire donné entre travail et capital et qui faisait en sorte que la grosse firme puisse écouler la marchandise produite auprès de consommateurs disposant d'un pouvoir d'achat suffisant. Dès lors que l'horizon devenait planétaire, la firme multinationale pouvait s'émanciper du contexte social car seul comptait son chiffre d'affaires. Et s'il pouvait être réalisé à l'export, alors qu'importait la fermeture des bassins d'emplois et la montée du chômage. Le chiffre d'affaires devenant mondial on pouvait dégrader l'emploi, casser des secteurs d'activités, démanteler des territoires. Il s'agissait de penser mondial et pour ce faire remodeler les réalités nationales en alléguant une soi-disant contrainte externe. L'attractivité – c'est-à-dire l'abandon des acquis sociaux, la fin des normes fiscales et environnementales – devint l'horizon partout proposé.

Précédée de la crise monétaire asiatique, la crise des subprimes émergeant au cœur de la finance mondiale allait irradier le continent européen puis l'ensemble du monde. La pandémie du Covid ébranla encore plus le système. En réalité depuis 2015 le processus de mondialisation s'est ramolli, les rythmes du commerce extérieur ne caracolant plus en tête devant celui du PIB mondial.

Cette mondialisation était vantée pour les vertus supposées du « doux commerce ». Elle devait réduire les inégalités, garantir la croissance, la prospérité, la paix et la sécurité. L'interdépendance croissante et l'intégration à l'économie mondiale devaient contribuer à assurer tous ces succès et même, cerise sur le gâteau, promouvoir la démocratie et faire reculer les tentations nationalistes. La certitude s'était répandue, surtout

depuis l'effondrement du monde soviétique, que ce processus ne pouvait être conduit que par le monde occidental. Avec le recul, on ne peut qu'être consternés de l'adhésion durable de la plupart de nos élites économiques ou politiques à ces croyances et à leur obstination devant les désaveux apportés jour après jour par la réalité des faits.

Car non seulement les vertus attendues ne se sont pas réalisées, mais plusieurs changements structurels sont advenus sans qu'on y prête une attention suffisante. Tout d'abord le poids des pays occidentaux dans l'économie mondiale s'est affaibli au fur à mesure que la mondialisation progressait. Cette perte d'influence s'est traduite pour les pays du G-7 par un passage de 50 % à 31 % du PIB mondial des années 80 à aujourd'hui. Ce sont les pays non-occidentaux notamment les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine) qui en bénéficièrent, en particulier la Chine dès que son adhésion à l'OMC en 2001 lui permit de devenir un acteur économique majeur à même d'entretenir des relations avec tous les continents, y compris les États-Unis. Dans le même temps le monde devenait un territoire de jeu pour les firmes multinationales se jouant des frontières et redéployant ses segments d'activités au gré des avantages procurés par l'attractivité poussant maints pays à offrir des « avantages » sociaux, fiscaux ou environnementaux. Des chaînes de valeurs se sont délocalisées et articulées entre elles formant un vaste réseau où chacun dépendait des autres avec la caractéristiques de travailler à flux tendus sans stock et s'exposant ainsi à tout choc ou toute rupture d'approvisionnement. Car tout flux peut se transformer en arme redoutable. Les interdépendances auparavant louées se sont transformées en sources de vulnérabilité. C'est sur ce constat que s'appuient les sanctions qui depuis une quarantaine d'années ont été utilisées dans différents domaines avec les fortunes diverses que l'on sait.

C'est dans ce contexte que la guerre russo-ukrainienne s'installe. Très vite les sanctions occidentales vont révéler les caractéristiques de cette longue évolution de l'économie mondiale, déjà entrevues à l'occasion de la crise du Covid et de la présidence Trump, et qui se ramènent à un enchevêtrement de flux et à une bipolarisation qui se met en place entre zones d'influence occidentale ou chinoise.

Ainsi au-delà de ses aspects militaires la guerre, partie pour durer, se mondialise à travers ses aspects économiques. De même que l'agression russe a ressoudé les pays occidentaux et renforcé l'Otan, la politique des sanctions à l'égard de la Russie a révélé que l'Occident avait perdu la maîtrise de la mondialisation et n'avait plus les moyens de « cornériser » son adversaire qui pouvait s'appuyer sur le neutralité bienveillante des Grands du tiers-monde pas mécontents de montrer la force de leur autonomie ou leurs ressentiments longtemps contenus. Ainsi le multi-alignement – qui part avant tout de la défense de ses intérêts nationaux – succède au non-alignement. À l'occasion de la récente assemblée générale des Nations unies on assista à un assaut d'efforts pour casser cette alliance

de fait qui avait eu pour effet d'isoler le monde occidental dans sa politique de sanctions et plus encore de déboussoler ses opinions publiques inquiètes du sort qui les attendait.

Le monde se refaçonne. La mondialisation moins dynamique se désoccidentalise, s'organise de plus en plus vers des blocs antagoniques et ramène sur le devant de la scène de vieux conflits historiques qui avaient opposés Nord et Sud. Dans le même temps le fractionnement des chaînes de valeurs atteint ses limites au-delà desquelles la résilience de la production n'est plus assurée. L'approche libre-échangiste ou la recherche de l'ouverture reculent faisant place à un intérêt marqué pour la protection et la sécurité au détriment de l'avantage immédiat du meilleur coût. La dimension géopolitique imprègne les choix des partenaires commerciaux. Partout on parle de souveraineté économique et d'autonomie stratégique. La recherche de la sécurité des approvisionnements peut primer désormais sur la recherche d'une production au moindre coût. La globalisation « low cost » a vécu.

L'économie de guerre annonce tout cela.

Cette chronique est réalisée en partenariat rédactionnel avec la revue *Recherches internationales* à laquelle collaborent de nombreux universitaires ou chercheurs et qui a pour champ d'analyse les grandes questions qui bouleversent le monde aujourd'hui, les enjeux de la mondialisation, les luttes de solidarité qui se nouent et apparaissent de plus en plus indissociables de ce qui se passe dans chaque pays.

6, av. Mathurin Moreau; 75167 Paris Cedex 19

Site : <http://www.recherches-internationales.fr/>

Mail : recherinter@paul-langevin.fr

Abonnements 4 numéros par an : 55 Euros, Étranger 75 Euros